

Chez Kant, le devoir est une libre obligation, et c'est la morale même : agir moralement, c'est faire ce qui doit être fait parce qu'on doit le faire, même s'il ne faut rien espérer en retour. C'est ce qu'on attend d'un économiste intègre. Pour Friedrich Hayek, prix Nobel d'économie 1974, la qualité la plus importante d'un bon économiste, c'est le courage de dire des choses impopulaires. La vérité économique ne sort jamais de la bouche de celui qui dit ce que les gens veulent entendre. C'est pourquoi aller à contre-courant ne plaît à aucun gouvernement, mais c'est un choix moral.

Sans vouloir faire la leçon à personne, ce livre remet les choses au clair quant aux grandes questions économiques qui frappent l'actualité mauricienne. Les 50 leçons, des textes d'analyse classés en 7 grands chapitres, sont autonomes et peuvent être abordées dans un ordre quelconque. Le livre comprend aussi en annexe un petit abécédaire de l'économie. Le tout est de rendre les enjeux économiques compréhensibles, et les outils d'analyse de l'économiste accessibles, au lecteur que la théorie économique rebute. L'économie ne vous paraîtra plus un sujet ardu, austère, obscur et complexe lorsque vous serez capables de penser comme un économiste.

Eric Ng Ping Cheun est économiste, entrepreneur, essayiste, commentateur et formateur.

ISBN 978-99949-67-07-0



L'économie mauricienne en 50 leçons

Penser comme un économiste



L'économie mauricienne en 50 leçons
Eric Ng Ping Cheun

Du même auteur

Un malade imaginaire (2023)

Maurice la cigale (2019)

Fifty Economic Steps (2018)

Economic Sense (2017)

L'économie de la diversité (2015)

Robinson sur l'île durable (2013)

Alice in Dodoland (2012)

A contre-courant (2011)

Mieux comprendre l'économie (2005)

SOMMAIRE

Introduction : Dix principes économiques	1
Chapitre 1 : Fondements de l'analyse économique	11
Chapitre 2 : Macroéconomie	51
Chapitre 3 : Économie des institutions	91
Chapitre 4 : Économie internationale	123
Chapitre 5 : Économie du travail	139
Chapitre 6 : Économie du secteur public	161
Chapitre 7 : Économie monétaire	193
Petit abécédaire de l'économie	231
Table des matières	285

INTRODUCTION

Dix principes économiques

« Si les économistes se doivent d'être plus présents dans le débat public, cela est dû au fait que l'économie se retrouve, sans doute, davantage dans la vie des gens qu'il y a vingt ou quarante ans. »¹

« *Economics is a study of mankind in the ordinary business of life.* » Ainsi commençait le manuel du grand économiste britannique Alfred Marshall, *Principles of Economics*. Cette définition de l'économie est aussi vraie aujourd'hui qu'elle l'était en 1890, date de parution de l'ouvrage. La discipline répond aux questions les plus simples de la vie humaine. Comment payer mes factures ? Devrai-je acheter aujourd'hui ou demain ? Aurai-je une sécurité financière à ma retraite ?

Pour répondre à leurs préoccupations quotidiennes, les Mauriciens s'intéressent pourtant beaucoup plus à la politique qu'à l'économie, la première prenant une place prépondérante dans les journaux et les programmes de radio. Pour le meilleur ou pour le pire, la société mauricienne est devenue plus politique, même si elle est moins politisée qu'avant. Les gens expriment leur opinion sur la politique plus souvent et plus bruyamment que sur l'économie. Ce qui ne veut pas dire qu'ils n'ont pas un avis sur la situation économique du pays, loin de là.

À trop écouter les radios privées matin, midi et soir, on pourrait croire que Maurice compte un million d'économistes, soit le nombre de personnes inscrites sur le registre électoral. Tout le monde se montre expert en économie, mais dès qu'on lui fait un peu de pédagogie économique, il trouve cela « théorique ». Pour être décerné du titre d'économiste ou d'« observateur économique », il suffit d'accepter de parler aux journalistes : ainsi du comptable qui s'attarde sur l'économie, ainsi de l'entrepreneur qui débite des lieux communs sur la croissance et l'inflation. Tout l'art consiste à balancer des chiffres, ce dont

¹ Nad Sivaramen, *l'express*, 29 mai 2017



raffolent les journalistes pour faire une manchette. L'économiste est devenu un produit médiatique. Car les journalistes, tant de la presse écrite que parlée, doivent avoir un interlocuteur pour accoucher d'un article, d'un reportage, d'une émission sur l'économie. Il faut les comprendre : l'économie mauricienne est trop minuscule, pas assez diversifiée, pour générer des nouvelles économiques tous les jours.

Ceux qui se prennent pour des économistes sont des charlatans. Le charlatanisme économique ne prêterait pas à conséquence si nous n'avions pas un gouvernement aussi interventionniste en économie dans un environnement très politique. Il importe peu que l'homme de la rue pense que la mécanique quantique est un canular : les physiciens peuvent continuer leurs recherches sans l'approbation du citoyen lambda. En revanche, si la plupart des gens croient que les hausses salariales vont résoudre l'inflation, ou que des taux d'intérêt bas vont vaincre une récession ou contrer le cycle économique (qui traduit les fluctuations de l'activité économique, comme celles de l'emploi et de la production), alors les économistes professionnels auront du mal à convaincre les décideurs politiques, si sensibles à leur cote de popularité, des méfaits que de telles politiques infligent sur l'économie.

C'est pourquoi il faut apprendre les principes économiques. La deuxième raison de les étudier est qu'ils vous font comprendre le monde dans lequel nous vivons. La troisième est que vous aurez une meilleure compréhension des politiques économiques, ce qui vous permettra de mieux exercer votre droit de vote aux élections nationales. Et la quatrième est que la boîte à outils de l'économiste, si elle ne suffit pas à vous rendre riche, donne un cadre qui vous aide à analyser vos plans et à prendre des décisions, faisant de vous un participant éclairé de l'économie.

Il existe une cinquième raison, et elle est capitale : la science économique est, avec la philosophie morale, de loin la discipline la plus importante à connaître pour façonner vos convictions politiques. D'autres domaines sont certes aussi essentiels

aux enjeux politiques, mais la science économique est vitale en tout. Par exemple, si la virologie a certainement aidé les gouvernements à concevoir la meilleure réaction au Covid-19, elle ne peut pas évaluer l'impact d'un confinement national sur l'économie, ni nous dire comment arbitrer entre la valeur de liberté et celle de limiter la propagation du coronavirus. De même, répondre au changement climatique nécessite une double connaissance de la climatologie et de la science économique. Grâce à l'approche économique, nous arrivons à effectuer des arbitrages entre des objectifs qui entrent en conflit.

Dix principes fondamentaux

Quels sont ces principes économiques ? On peut en citer dix qui sont fondamentaux. Développons-les brièvement.

Premier principe : il y a une différence entre prix et coût. Le coût pour l'économiste, ce n'est pas le prix que vous payez, mais c'est la valeur à laquelle vous renoncez ou que vous sacrifiez, ce qu'on appelle le coût d'opportunité. Le prix peut être zéro, mais le coût n'est jamais nul. Les seuls coûts à considérer dans notre prise de décision, ce sont les coûts d'opportunité futurs, et non les coûts antérieurs qui sont irrécupérables.

Deuxième principe : l'économie est affaire de choix et d'action humaine, même en l'absence de monnaie (le temps et l'effort sont aussi des ressources), face à la rareté (des ressources limitées et des désirs illimités) qui est la cause première du « problème économique » (il n'y aurait pas de science économique dans un monde d'abondance). Dans cette optique, l'économiste procède par l'individualisme méthodologique : seuls les individus agissent², et on agit intentionnellement en utilisant des moyens pour arriver à des fins. Deux axiomes gouvernent l'action ou l'interaction humaine : l'intérêt personnel (qui n'est pas l'égoïsme³) et la rationalité. On ne suppose pas

² Des personnes peuvent agir en groupe, mais ce sont des choix individuels.

³ Comme dit l'Anglais, « *self-interest is not selfishness* ».



que l'intérêt personnel motive tous les gens tout le temps dans toutes les situations, mais c'est une attitude dominante chez les êtres humains. Agir rationnellement ne signifie pas agir avec raison, ni agir raisonnablement⁴, mais c'est optimiser, c'est-à-dire maximiser sous contrainte de rareté, et c'est faire des choix transitifs (si vous préférez A à B, et B à C, vous devez préférer A à C).

Troisième principe : les intentions et les résultats ne s'accordent pas toujours. Autant au plan individuel, nos actions, si nobles soient-elles, peuvent avoir des conséquences non intentionnelles, autant au niveau global, les phénomènes économiques ou sociaux sont les résultats non désirés d'actions volontaires des hommes⁵. L'économie est dictée davantage par ce qu'on ne voit pas (la « main invisible » du marché, cher à Adam Smith) que par ce qu'on voit. Sont visibles les emplois sauvés par l'introduction de droits de douane sur un produit, mais les coûts invisibles subis par les consommateurs et par les importateurs entraînent une perte du pouvoir d'achat. Reste qu'on a parfois besoin de la main visible, mais lourde, de l'État en cas de « défaillance de marché » (le marché échoue à allouer les ressources de manière efficace), dont une des causes réside dans des externalités négatives, des coûts dus à l'impact sans contrepartie des actions d'un individu ou d'une entreprise sur le bien-être d'un tiers, un exemple classique de cet effet externe étant la pollution.

Quatrième principe : les individus, ayant leur libre arbitre, choisissent ce qu'ils apprécient, et agissent pour le réaliser. Autrement dit, les valeurs et les préférences sont subjectives (uniques à chaque individu), et elles ne peuvent pas être quantifiées, chiffrées ou agrégées, mais seulement classées par ordre d'importance, d'où la difficulté de faire des prévisions économiques, qui ne relèvent d'ailleurs pas du ressort de la science économique. Au nom de ce subjectivisme et de ce

⁴ Un fou n'est pas raisonnable, mais il est rationnel dans son monde à lui.

⁵ C'est ce que l'économiste Friedrich Hayek appelle « l'ordre spontané du marché ».

pluralisme des valeurs, l'économiste ne fait pas de jugement de valeur (il ne peut pas voir dans le cœur et l'esprit des gens), ce qui ne signifie nullement qu'il tombe dans le relativisme moral. Le sociologue Max Weber disait que « *economic science should be value free* » (*wertfrei* en allemand). Sur la base de sa neutralité axiologique, la science économique traite de toutes les fins, quelle que soit leur nature, laissant le contenu des fins à la psychologie.

Cinquième principe : les individus réagissent aux incitations, lesquelles influencent leurs choix, et ils sont confrontés à des arbitrages⁶. Le décideur politique arbitre entre efficacité (tirer le meilleur parti des ressources) et équité (redistribuer les richesses de manière juste), le banquier central entre inflation et chômage, l'employeur entre le temps et l'argent, l'employé entre le travail et le loisir (qui est un bien économique pour l'économiste). Par opposition à une décision du type « tout ou rien », une prise de décision graduelle, progressive, nuancée est ce que les économistes appellent « raisonner à la marge ». De là s'applique la loi de l'utilité marginale décroissante : chaque unité additionnelle de quelque chose génère de moins en moins d'utilité (de satisfaction, de bénéfice). Le diamant est plus cher que l'eau (pourtant indispensable à notre survie) parce que l'utilité marginale du diamant est plus élevée que celle de l'eau : si le prix était lié à l'utilité totale (celle de l'eau est plus élevée que celle du diamant), alors l'eau serait plus chère que le diamant. Dans la vie, on agit, décide, choisit, produit, consomme, investit, recrute jusqu'à ce que le bénéfice marginal soit égal au coût marginal.

Sixième principe : le prix est déterminé par la confrontation entre l'offre et la demande, par l'interaction entre les vendeurs et les acheteurs, par leur valeur subjective des biens et services. Les échanges étant volontaires, c'est une coopération gagnant-gagnant, un jeu à somme positive, où chacun de son côté obtient

⁶ Comme le postule l'économiste Thomas Sowell, dans un monde de rareté, en matière de politique économique, « *there are no solutions, only trade-offs* », car toute chose a un coût, et il faut peser les coûts et les bénéfices.



ce qu'il veut (une valeur ajoutée), et c'est ainsi que grossit le gâteau national (la production nationale) qu'on désigne comme le produit intérieur brut (PIB). Les prix sont des mécanismes de communication, des signaux qui indiquent aux consommateurs et aux producteurs d'ajuster leurs comportements. Sur un marché libre, les entreprises ne peuvent pas fixer les prix comme bon leur semble. La liberté des prix favorise une allocation efficace des ressources au travers des décisions décentralisées d'une multitude de firmes et de ménages. Sinon, le gouvernement crée soit des pénuries lorsqu'il impose des plafonds de prix, soit des surplus avec des planchers de prix.

Septième principe : une entreprise, un pays, produit en fonction d'un avantage comparatif, et non d'un avantage absolu. L'avantage absolu, c'est d'avoir une meilleure productivité que son concurrent, c'est d'être capable de produire plus avec la même quantité, ou avec moins, de ressources que lui. L'avantage comparatif, c'est d'avoir les connaissances et les compétences de faire une chose à un coût d'opportunité moindre que son compétiteur. Avoir un avantage absolu sur un produit ne signifie pas qu'il faut absolument le fabriquer, si l'on peut utiliser les ressources à moindre coût pour un autre produit. Les avantages comparatifs émergent grâce à la libéralisation du commerce international, et ils sont détruits par les barrières tarifaires.

Huitième principe : l'économie de marché évolue dans un cadre institutionnel, à rebours du poncif qu'elle fait régner « la loi de la jungle ». Étudier l'économie, c'est étudier comment les gens font des échanges en tenant compte des institutions. L'économiste entend par « institution » une règle finalisée qui affecte l'action humaine. Or il se trouve que les meilleures institutions favorables à la création de richesse sont celles qui assurent la liberté économique, à savoir le marché, le profit, la concurrence, le libre échange, la propriété privée, l'état de droit, une monnaie saine – et non la planification centrale, les taxes punitives, la surréglementation, le protectionnisme. Si la productivité du travail (la quantité de biens et services produits par heure de travail) est le déterminant premier du niveau de

vie, ce qui rend aussi un pays riche ou pauvre, c'est la qualité des institutions, comme en témoigne le grand écart du revenu annuel moyen par tête entre la Corée du Sud et la Corée du Nord, deux pays qui partagent la même géographie, la même langue, le même groupe ethnique.

Neuvième principe : la protection des droits de propriété incite les gens à entreprendre, à être productifs, dans le dessein de jouir des fruits de leurs efforts et de leur travail. Le droit de propriété est un « droit inviolable et sacré » selon l'article 17 de la Déclaration des droits de l'homme. Sans propriété privée, personne n'est propriétaire de rien. C'est pourquoi on néglige un bien public, défini par la non-exclusion et la non-rivalité dans la consommation. C'est ce qui est connu comme la « tragédie des communs » décrite par Garrett Hardin.

Et dixième principe : la concurrence est un processus dynamique et évolutif, et non un état statique ou stationnaire tel que défini par la notion de « concurrence pure et parfaite ». Dans la mesure où le marché est dans un flux constant, la concurrence est une procédure de découverte qui fait émerger de nouvelles informations pour les acteurs du marché. Une firme peut, dans une situation concurrentielle, éliminer tous ses compétiteurs parce qu'elle a les meilleures pratiques de l'industrie et qu'elle satisfait le mieux les désirs des consommateurs : elle détient le pouvoir de marché, la capacité à exercer une influence substantielle sur les prix de marché. Mais si elle domine le marché grâce à des privilèges accordés par le gouvernement, alors elle représente un véritable monopole, puisque ce ne sont pas les consommateurs qui en ont décidé ainsi.

L'économie réelle

Tous ces principes économiques sont érigés, par déduction logique, en lois immuables qui sont les mêmes ici et ailleurs. Universelles, ces lois sont à l'économie de marché ce que les lois naturelles, tirées de l'induction, sont à l'univers physique. Cependant, si celles-ci peuvent être énoncées dans des



formules mathématiques, les lois économiques ne peuvent être mentionnées qu'en des mots.

On dit que l'économie est une science parce que ses lois sont objectives. Cela ne signifie pas que les économistes font des expérimentations. Les lois économiques ne sont pas testables, elles ont été découvertes à travers un raisonnement mental. Les expériences offertes par l'Histoire sont pour les économistes un substitut aux expériences de laboratoire.

En tant que scientifiques, les économistes ont à la fois une approche positive de l'économie (décrire le monde tel qu'il est) et une approche normative (illustrer le monde comme il devrait être). Pour appréhender le monde comme les économistes, on n'est pas obligé d'épouser le formalisme des théories économiques, ni de jongler avec des statistiques. Un homme, une femme, n'est pas un chiffre ni une statistique. C'est la nature humaine qu'il faut prendre en compte.

Dans un traité d'économie de 881 pages, qui ne comprend pas une seule équation mathématique, Ludwig von Mises nous décrit *The Economics of Real People* comme suit : « *Economics deals with the real actions of real men. Its theorems refer neither to ideal nor to perfect men, neither to the phantom of a fabulous economic man (homo oeconomicus) nor to the statistical notion of an average man.* »⁷ Un autre grand ouvrage, *Basic Economics*, de Thomas Sowell (2014) est connu pour expliquer, en 704 pages, les idées économiques clés et leurs implications en des termes simples, sans avoir recours à des graphiques et au jargon.

Dans le même esprit, mais de manière bien plus modeste, le livre que vous tenez entre les mains a pour objectif de mettre l'économie à la portée de tous – ceux qui réfléchissent, bien entendu. Il n'est pas un manuel d'économie, mais un recueil de textes qui s'efforcent de combiner concepts et exemples économiques tirés de l'actualité mauricienne, afin d'aider

⁷ Ludwig von Mises, *Human Action*, 1949, chapitre XXIII, section 4.

le lecteur à raisonner et à argumenter avec des principes économiques. Dans ce livre didactique qui ne verse pas dans la vulgate, vous serez appelés à mobiliser vos capacités intellectuelles.

Il n'est pas nécessaire que tout le monde devienne un économiste. Mais il est important que chacun apprenne à penser comme un économiste.

Petit abécédaire de l'économie

Ce petit abécédaire n'est évidemment pas exhaustif. Il ne contient que 140 termes ou concepts qu'on utilise souvent en parlant de l'économie en général. Ils relèvent d'un choix personnel et subjectif. Ils ne sont pas soumis à un exercice définitionnel, mais plutôt à une explication de texte. Certaines explications sont plus longues que d'autres, attendu que, pour citer Boileau, « ce que l'on conçoit bien s'énonce clairement ». Pour penser comme un économiste, le langage ordinaire vaut mieux que le jargon.

A

Action climatique

L'action climatique se décline en trois axes : atténuation (réduction d'émissions), adaptation et migration vers de meilleures conditions. La séquence est ici importante parce que chaque axe d'action fera face à de plus grands défis si celui qui le précède ne répond pas aux siens. Si trop peu est fait en termes d'atténuation, nous aurons plus d'adaptation à faire, et si nous faisons peu d'adaptation, plus de réfugiés climatiques fuiront leur pays d'origine.

Adéquation des fonds propres

Le conseil d'administration de la Banque de Maurice a l'obligation de déterminer le niveau approprié du capital économique dont a besoin la banque centrale, c'est-à-dire l'adéquation de ses fonds propres (*equity*), pour qu'elle remplisse efficacement ses fonctions sous la Bank of Mauritius Act. Le capital économique d'une banque centrale inclut son capital d'apport, les bénéfices nets accumulés et non-distribués provenant de ses actifs générateurs de revenus (principalement les réserves de devises) que constitue le General Reserve Fund (GRF), et les réserves de réévaluation découlant des changements dans la valeur des réserves de devises en termes de la monnaie locale (roupie), que constitue le Special Reserve Fund (SRF). Si la Banque de Maurice fait des bénéfices nets au cours d'une année (excluant les gains réalisés par la dépréciation de la roupie), 85 % de ces profits vont au Trésor public, le reste étant transféré au GRF.

En théorie, une banque centrale n'a pas besoin de capital économique, elle ne peut pas être insolvable, elle peut avoir des fonds propres négatifs, aussi longtemps que ses passifs sont en monnaie locale, car elle peut créer de la monnaie. Dans la réalité, les banques centrales ne sont pas vraiment indépendantes du pouvoir politique, et donc elles doivent montrer une résilience financière afin de s'acquitter de leurs fonctions de façon crédible, surtout en matière de politique monétaire. Elles définissent le niveau d'adéquation de leurs fonds propres sur la base d'une mesure prospective de tous les risques auxquels elles font face.



Le niveau approprié du capital économique doit reposer sur une étude des actifs et passifs du bilan de la banque centrale, et ce rapport doit être rendu public pour faire l'objet d'un examen approfondi. Sans une telle étude et sans un cadre pour déterminer le niveau adéquat de fonds propres, on ne peut pas savoir si la Banque de Maurice détient un « surplus » de capital économique, et il n'y a aucune base pour justifier un transfert de fonds de la banque centrale au Trésor public. La monnaie notionnelle qui se trouve dans le SRF grâce à la dépréciation de la roupie ne représente pas un « surplus » de capital économique.

La Banque de Maurice doit avoir suffisamment de capital économique afin d'absorber tout excès de liquidités du système bancaire. Elle ne peut donc pas se permettre une appréciation sensible de la roupie qui cause une diminution de la valeur de ses actifs extérieurs et qui, par conséquent, dilue son capital, mettant en péril la réputation du pays. Elle aura tendance, au contraire, à baisser le taux d'intérêt pour affaiblir la roupie et alimenter ainsi son SRF, au grand dam des épargnants et des retraités, durement pénalisés par l'inflation qui en résulte. À moins que le gouvernement recapitalise l'institut d'émission pour garder le minimum de capital requis, un capital de base de Rs 10 milliards.

Anticipations inflationnistes

La perception précède la réalité. L'inflation est fermement influencée par les anticipations des gens. Si vous pensez que les prix vont vite grimper, vous achèterez maintenant, ce qui fera encore accélérer les prix. Si vous anticipez une baisse des prix, vous différerez vos dépenses de consommation. Donc, les perceptions de l'inflation comptent, et elles sont entraînées par celles de l'offre et de la demande.

Dans la macroéconomie de Robert Lucas, les changements de politique peuvent modifier les comportements des agents sur lesquels la politique est censée agir : si le gouvernement cherche à accroître l'inflation pour réduire le chômage, les anticipations inflationnistes des employeurs peuvent changer, les amenant à diminuer l'emploi.

Antifragile

Dans son livre *Skin in the Game* (2018), Nassim Nicholas Taleb dénonce cette fâcheuse tendance à critiquer ou faire des recommandations sans jouer sa peau, sans en supporter les conséquences négatives. Il n'y a rien de plus facile, par exemple, que d'insister pour des confinements nationaux quand on continuera à conserver son emploi, son salaire complet ou une pension payée des deniers publics. Il nous faut plutôt saluer les entrepreneurs qui portent des cicatrices, comme ces généraux romains qui se battaient avec leurs soldats. Jouer sa peau est indispensable pour permettre au système d'apprendre et d'être antifragile, de devenir plus fort face à l'incertitude.

TABLE DES MATIÈRES

Introduction : Dix principes économiques	1
Chapitre 1 : Fondements de l'analyse économique	11
Leçon 1 : L'information est dispersée dans des esprits singuliers	13
Leçon 2 : L'intelligence économique fait la richesse des nations	16
Leçon 3 : Une institution est une règle du jeu	19
Leçon 4 : Le marché est coopération et coordination	22
Leçon 5 : Rien n'est plus social que l'économie	25
Leçon 6 : La morale économique du football	28
Leçon 7 : Les profits ne sont pas liés aux salaires	34
Leçon 8 : Les prix de marché ne sont pas abusifs	37
Leçon 9 : Le marché fait primer la souveraineté du consommateur	42
Leçon 10 : Le risque politique est permanent	47
Chapitre 2 : Macroéconomie	51
Leçon 11 : L'économie n'est pas de la prévision	53
Leçon 12 : Le PIB ne peut pas être quantifié	58
Leçon 13 : Les fuites d'importation amoindrissent la croissance	64
Leçon 14 : Toute relance passe par une reconstitution de l'épargne	70
Leçon 15 : L'investissement est relié au taux d'intérêt réel	73
Leçon 16 : La Bourse peut émettre des signaux erronés sur l'économie	78
Leçon 17 : La productivité est masquée par les variations d'emplois	81
Leçon 18 : La compétitivité n'est que relative	84
Chapitre 3 : Économie des institutions	91
Leçon 19 : Il faut sauver le capitalisme des capitalistes	93
Leçon 20 : Maurice est proche de l'économie sociale de marché	97
Leçon 21 : L'État est une plateforme pour les lobbyistes	100
Leçon 22 : Un changement culturel pour libérer la croissance	104
Leçon 23 : La liberté d'expression est un atout économique	107
Leçon 24 : L'excès de précaution ralentit l'économie	110
Leçon 25 : Toute destruction a un effet négatif dans l'économie	114
Leçon 26 : Il n'y a rien de plus anti-économique que la guerre	117
Chapitre 4 : Économie internationale	123
Leçon 27 : L'esprit du commerce porte à la paix	125
Leçon 28 : La mondialisation est pro-marché, et non pro-business	128
Leçon 29 : La délocalisation est un transfert des services de l'entreprise	133
Leçon 30 : Le déficit commercial n'est pas causé par le commerce	136



Chapitre 5 : Économie du travail	140
Leçon 31 : Une firme est un faisceau de contrats	141
Leçon 32 : Le télétravail constitue un coût pour l'entreprise	144
Leçon 33 : La main-d'oeuvre étrangère fait tourner l'économie	150
Leçon 34 : La productivité dans les PME passe par la formation	153
Leçon 35 : Il faut réconcilier les mondes de l'éducation et de l'entreprise	156
Leçon 36 : Les dépenses de santé façonnent le capital humain	159
Chapitre 6 : Économie du secteur public	161
Leçon 37 : Une bureaucratie ne peut pas être efficace	163
Leçon 38 : L'éthique de ne pas dépenser plus que ce qu'on gagne	166
Leçon 39 : L'incidence effective de l'impôt est capitale	171
Leçon 40 : Le pilotage étatique de la stratégie climat	178
Leçon 41 : Pour un marché obligataire plus développé	182
Leçon 42 : Un fonds souverain a besoin d'une masse critique	188
Chapitre 7 : Économie monétaire	193
Leçon 43 : Le taux d'intérêt est le prix du temps	195
Leçon 44 : L'éthique de la production de monnaie	198
Leçon 45 : La bonne conduite de la politique monétaire	204
Leçon 46 : Les politiques publiques entravent le rééquilibrage des taux de change	208
Leçon 47 : La vitesse de la monnaie n'explique ni la croissance ni l'inflation	215
Leçon 48 : Les tests de résistance sont des tests de solvabilité	221
Leçon 49 : La monnaie numérique de banque centrale est un outil de contrôle	224
Leçon 50 : Les cryptomonnaies exercent la fonction de réserve de valeur	227
Petit abécédaire de l'économie	231
A : Action climatique, Adéquation des fonds propres, Anticipations inflationnistes, Antifragile, Assouplissement quantitatif, Atterrissage en douceur	233
B : Balance commerciale, Balance des paiements, Banque de Maurice, Banquier central, Base monétaire, Blockchain, Bourse, Bulle spéculative	235
C : Choc exogène, Chômage, Chômeur, Ciblage de l'inflation, Classe moyenne, Climat d'investissement, Commerce extérieur, Compensation salariale, Compétitivité, Complexité, Comportementaliste, Construction, Courbe de Phillips, Création de commerce, Crise, Croissance économique, Croissance sans emploi, Cycle du logement	238
D : Déficit budgétaire, Dette extérieure, Dette publique, Développement, Développement durable, Développement rural, Différences de revenus, Dollar américain	245

E : Écart de production, Économie, Économie de guerre, Endettement, Entrepreneuriat féminin, Envois de fonds, Épargne, Épidémie, Euro, Externalité	249
F : Fiscalité, Fonds propres	253
G : <i>Giffen good</i> , <i>Gini coefficient</i> , <i>Gresham's law</i>	253
H : <i>Helicopter Money</i>	254
I : Illusion monétaire, Impôt d'inflation, Impôt progressif, Indice de misère, Indice des prix à la consommation, Inégalité de revenus, Inflation, Inflation officielle, Information, Institutionnalisme, Intelligence sociale, Interdépendance économique, Investissement, Investissement direct étranger	254
J : <i>J-curve</i> , Juste prix	259
K : Keynésianisme, Krach	260
L : Libre échange, Liquidité du marché, Loi d'airain des salaires	260
M : Marchés efficients, Marchés financiers, Mensonge statistique, Mobilité du travail, Mondialisation, Monnaie, Monopsonne	261
N : Neutralité, Notation	264
O : Obligation convertible, Obligations durables, Ordre social, Organisation mondiale du commerce	264
P : Panique financière, Pauvreté, Planification fiscale, Politique monétaire, Population active, Praxéologie, Prix du pétrole, Prix prédateurs, Productivité, Productivité globale des facteurs, Produit intérieur brut	265
Q : Quoi qu'il en coûte	269
R : Régime par capitalisation, Régime par répartition, Relocalisation économique, Réserves officielles, Ruissellement	270
S : Salaire à la hausse, Salaire d'effcience, Salaire d'équilibre, Salaire minimum national, Série statistique, Solidarité, Solvabilité, <i>Special Reserve Fund</i> , Spirale salaire-prix, Stagflation, Statistiques	272
T : Tarification du carbone, Taux d'intérêt, Taux d'intérêt neutre, Taux d'intérêt nominal, Taux d'intérêt réel, Taux d'intérêt réel négatif, Taux repo, Télétravail, Tourisme, Transition énergétique, Trilemme de la politique fiscale	277
U : Ubérisation	280
V : Valeur fondamentale, Vieillesse de la population, Vitesse de circulation de la monnaie, Volatilité du marché	281
W : <i>Wertfrei</i> , <i>Whigs</i>	282
X : X-inefficience	282
Y : Yuan	282
Z : <i>Zeitgeist</i> , Zombie	283